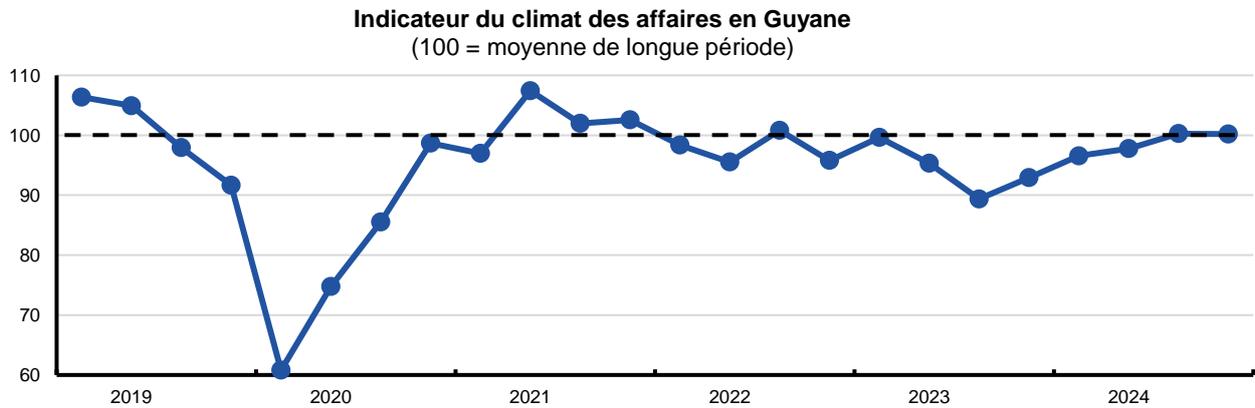


CONJONCTURE ECONOMIQUE

Publications économiques et financières

Tendances conjoncturelles – 4^e trimestre 2024

La confiance se maintient malgré une vulnérabilité accrue



Source : Enquête de conjoncture de l'IEDOM © IEDOM-IEOM

L'ICA se stabilise

L'indicateur du climat des affaires reste stable (-0,1 point) au 4^e trimestre 2024 et s'établit à 100,2 points. Sur un an, l'ICA gagne 7,3 points par rapport au 4^e trimestre 2023.

Sur le 4^e trimestre, les entreprises interrogées par l'IEDOM font état d'un allongement de leurs délais de paiement et d'un alourdissement de leurs charges, mais dans une moindre mesure qu'au trimestre précédent. Les effectifs restent orientés à la hausse et les prévisions d'investissement marquent un rebond.

Les défaillances d'entreprises cumulées sur un an sont en baisse de 12,7 % au 4^e trimestre 2024 (en glissement annuel). Toutefois, ce mouvement baissier pourrait s'interrompre compte tenu d'une activité soutenue du tribunal de commerce en matière de procédures collectives depuis début 2025.

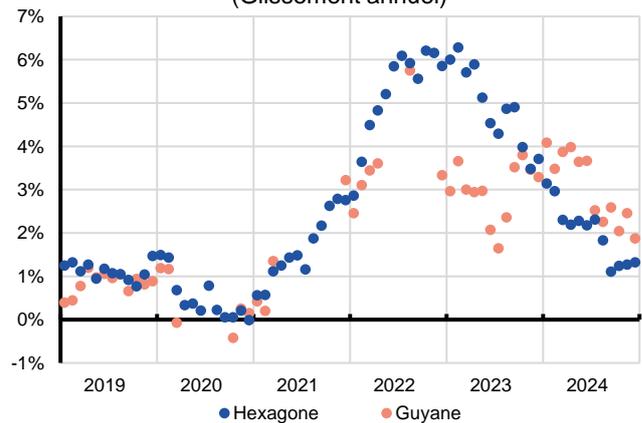
Le nombre de créations d'entreprises bondit de 9,9 % sur 3 mois. Parmi elles, les microentreprises progressent de 2,3 % sur le trimestre.

L'inflation repart légèrement à la hausse

L'indice des prix à la consommation (IPC) augmente de 0,6 % au 4^e trimestre 2024 (en glissement trimestriel), après une baisse de 0,4 % au trimestre précédent. Cette hausse est attribuable aux prix des services (+1,6 %) et, dans une moindre mesure, aux prix de l'alimentation

(+0,2 %). À l'inverse, les prix de l'énergie et des produits manufacturés diminuent (resp. de -0,7 % et -0,2 %).

Évolution de l'indice des prix à la consommation (IPC)
(Glissement annuel)

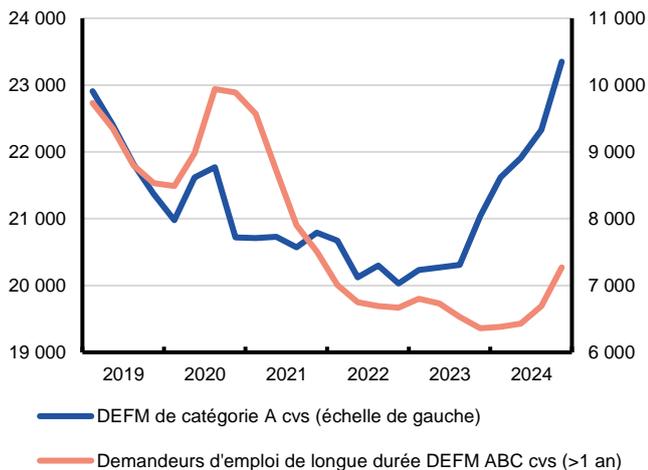


Source : Insee, données mensuelles. © IEDOM-IEOM
IPC non disponible en Guyane pour les périodes suivantes : avril-septembre 2020, mai-juillet 2021, septembre-novembre 2021.

Cependant, l'IPC décélère sur un an (+1,9 % après +2,6 % au 3^e trimestre) en Guyane, mais le niveau d'inflation reste plus élevé qu'à l'échelle nationale (+1,3 %).

La demande d'emploi bondit

Demandeurs d'emploi en fin de mois et de longue durée



Source : France Travail © IEDOM-IEOM

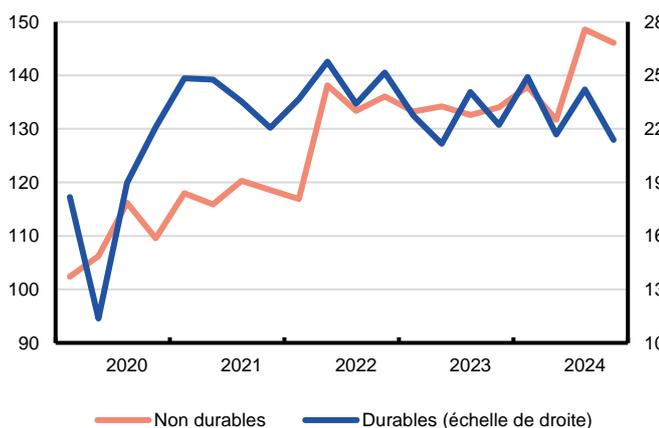
La demande d'emploi accélère à nouveau au 4^e trimestre 2024 : +4,6 % sur 3 mois et +11,0 % sur un an pour les DEFM A. Le nombre de demandeurs redevient supérieur à celui de la période pré-Covid-19.

La croissance des demandeurs d'emploi de longue durée est encore plus marquée : +8,7 % sur le trimestre et +14,3 % sur l'année.

Selon l'Insee, le taux de chômage décroît de 0,9 point, pour s'établir à 17,8 % au 3^e trimestre en Guyane routière. À contrario, il est stable pour la France hexagonale (+0,1 point sur trois mois) et s'établit à un niveau bien inférieur à celui de la Guyane (7,2 %). Cependant, le taux de chômage lissé, qui représente la tendance annuelle sous-jacente, est en hausse de 4,0 % en Guyane au 3^e trimestre.

La consommation des ménages se dégrade

Importations de biens de consommation (En millions d'euros)



Source : Douanes, CVS-CJO IEDOM © IEDOM-IEOM

Les importations de biens de consommation diminuent de 3,1 % sur trois mois en valeur. Ce repli est porté en grande partie par les biens de consommation durables (-11,7 % en valeur et -11,5 % en volume). Les biens de consommation non durables diminuent également, de

1,7 % en valeur et de 5,0 % en volume. Ce recul intervient après une forte augmentation des importations de biens de consommation non durables au trimestre précédent.

Les encours de crédits à la consommation ralentissent (+1,5 % sur trois mois après +2,6 % au 3^e trimestre).

Malgré cela, on observe un rebond du nombre d'immatriculations de véhicules particuliers en fin d'année : +10,5 % après -8,5 % au 3^e trimestre.

Au global, cette contraction de la consommation des ménages survient concomitamment à une hausse de la vulnérabilité de ces derniers. Le nombre de dossiers déposés à la Commission de surendettement poursuit son augmentation, qui s'élève à +8,1 % sur trois mois. Avec 291 dossiers déposés au cours de l'année, l'évolution est de +24,9 % sur un an à fin 2024.

L'investissement reprend de l'élan

Un faisceau d'indicateurs révèle une reprise de l'investissement en fin d'année 2024.

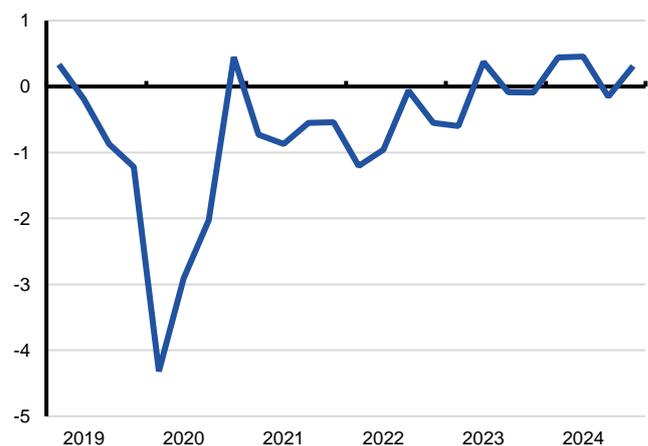
- Les importations de biens d'investissement s'accroissent de 10,4 % sur trois mois en valeur, après deux trimestres à la baisse (+8,7 % sur l'année). En volume, cette hausse est de 3,3 % sur le trimestre et de 9,0 % sur l'année.

- Le nombre d'immatriculations de véhicules utilitaires augmente de 5,0 % sur trois mois.

- Le financement bancaire en matière d'investissement poursuit sa hausse : +3,9 % au 4^e trimestre après +2,0 % au trimestre précédent.

- Les prévisions d'investissement des chefs d'entreprises interrogés par l'IEDOM sont en hausse et dépassent leur moyenne de longue période.

Prévisions d'investissement à un an



Source : Enquête de conjoncture de l'IEDOM © IEDOM-IEOM

Un bilan contrasté pour le commerce extérieur

Le commerce extérieur de biens en Guyane évolue différemment en volume et en valeur sur le trimestre.

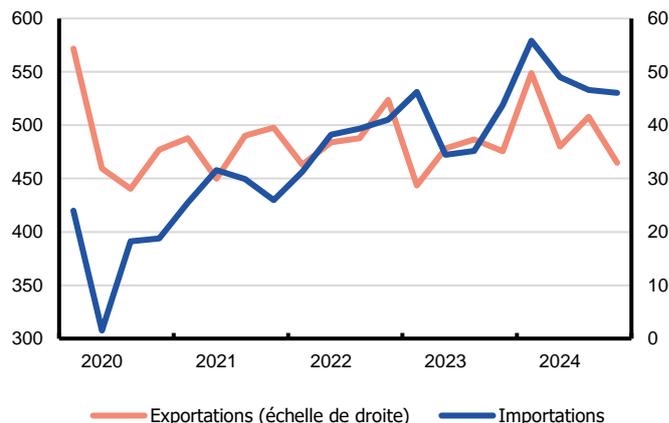
Sur le trimestre, les exportations baissent de 20,8 % en valeur et progressent de +29,4 % en volume. La hausse des exportations en volume est portée par les produits du bois (+11,1 %) et les biens d'équipement (+19,8 %). Cependant, celles-ci diminuent respectivement de 12,6 % et 21,9 % en valeur. Les exportations de produits agricoles, sylvicoles et de la pêche chutent de 78,9 % en volume et de 69,4 % en valeur sur le trimestre. Les exportations de biens de consommation sont également en forte baisse (-37,8 % en volume et -23,1 % en valeur).

Sur l'année, les exportations reculent de 6,3 % en valeur, mais progressent de 1,2 % en volume.

Sur le trimestre, les importations varient peu : -0,5 % en valeur et +1,7 % en volume. Cette stabilité relative masque des évolutions hétérogènes parmi les grandes catégories de produits importés. Les importations de biens d'investissement progressent de 10,4 % en valeur et de 3,3 % en volume. À contrario, les importations de biens de consommation durables diminuent de 11,7 % en valeur et de 11,5 % en volume. Les importations de biens de consommation non durables et d'énergie diminuent quant à eux plus légèrement, de -5,0 % et -3,4 % en volume et de -1,7 et -8,2 % en valeur.

Sur l'année, l'évolution des importations est de -1,5 % en volume et de +2,2 % en valeur.

Importations et exportations (En millions d'euros)



Source : Douanes, CVS-CJO IEDOM © IEDOM-IEOM

En raison des faibles montants des biens exportés par rapport à celui des biens importés, la Guyane connaît un déficit commercial structurel. Celui-ci s'établit à 497 M€ au 4^e trimestre 2024. Sur l'année, il est en hausse de 2,8 %.

Léger recul de l'activité globale, mais des disparités sectorielles marquées

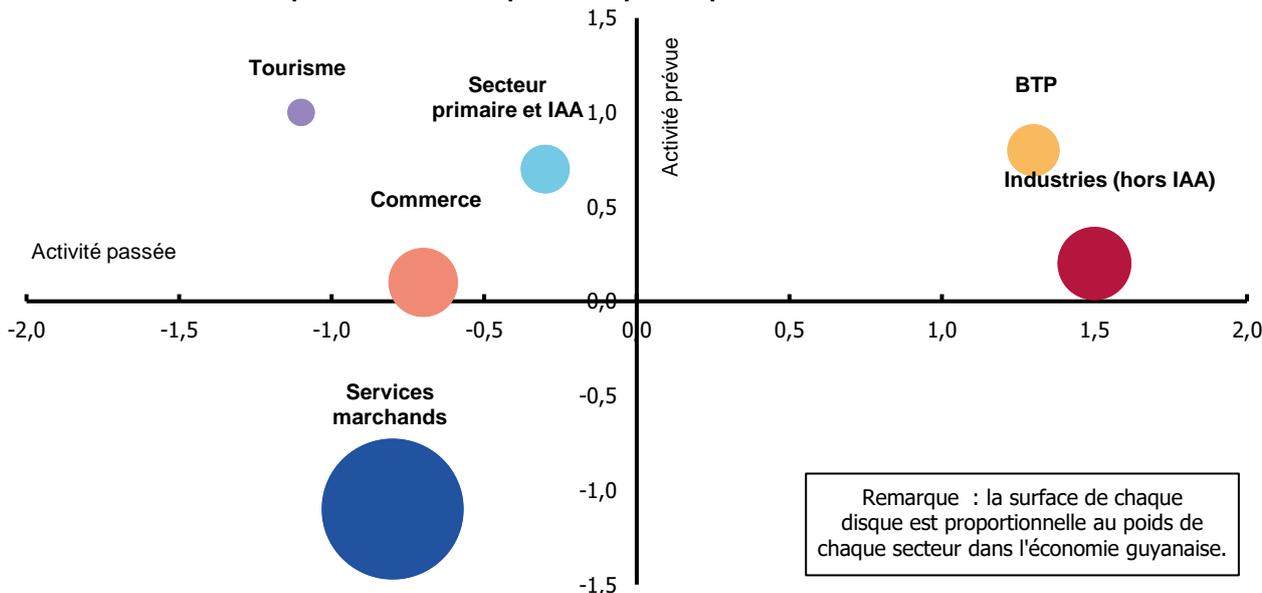
Dans l'ensemble, l'activité diminue légèrement pour les entreprises guyanaises au 4^e trimestre 2024. Les chefs d'entreprises anticipent une stagnation de l'activité au 1^{er} trimestre 2025.

Cette baisse est attribuable aux secteurs des services marchands, du commerce, du tourisme et dans une moindre mesure, au secteur agricole et des industries

agroalimentaires (IAA). À l'inverse, le niveau d'activité du BTP et de l'industrie (hors IAA) s'améliore.

Pour le début de l'année 2025, tous les secteurs devraient voir leur activité progresser, à l'exception du secteur des services marchands. Les entreprises de ce dernier secteur prévoient de surcroît une hausse des délais de paiements, ainsi qu'une détérioration de leur carnet de commandes.

Solde d'opinion de l'activité passée et prévue par secteur au 4^e trimestre 2024



Source : enquête de conjoncture de l'IEDOM © IEDOM-IEOM

Remarque : la surface de chaque disque est proportionnelle au poids de chaque secteur dans l'économie guyanaise.

Regain de dynamisme de l'activité bancaire

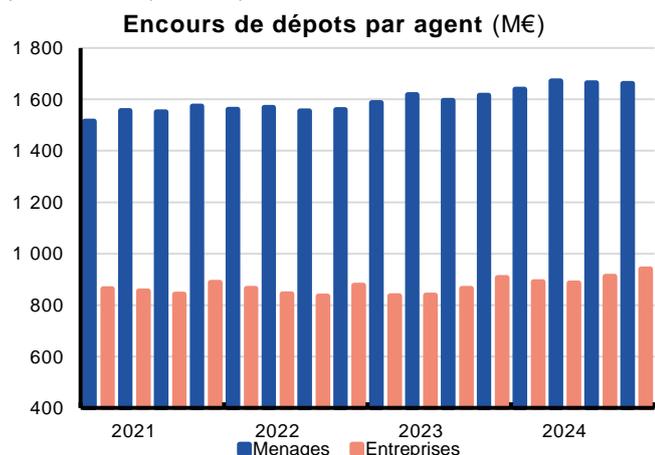
L'activité bancaire en Guyane est réalisée par des établissements installés localement via la présence d'un guichet sur place ou non installés localement (activité réalisée sans guichet sur place).

Les établissements bancaires installés localement (EBIL) représentent 55,5% des encours de crédit sur la place bancaire et 88 % sur les dépôts. Sur trois mois, leurs encours progressent de 1,6 % et 1,4 % respectivement. Les établissements bancaires non installés localement (EBNIL) détiennent quant à eux une part de marché de 45,5 % sur l'ensemble des crédits et de 12 % sur les dépôts. Au 4^e trimestre 2024, leurs encours sont également en hausse sur le trimestre : +1,8 % pour les crédits et +3,6 % pour les dépôts.

Dans cette note, un échantillon stable composé d'EBIL et d'EBNIL a été arrêté et représente 96,2 % des crédits et 96,5 % des dépôts au 31/12/2024¹.

L'épargne reprend de l'élan au 4^e trimestre

Les dépôts progressent de 1,8 % au 4^e trimestre 2024, rythme plus soutenu que lors des deux trimestres précédents (+0,6 %).



Source : IEDOM-BDF, collectes SURFI et RUBA © IEDOM-IEOM

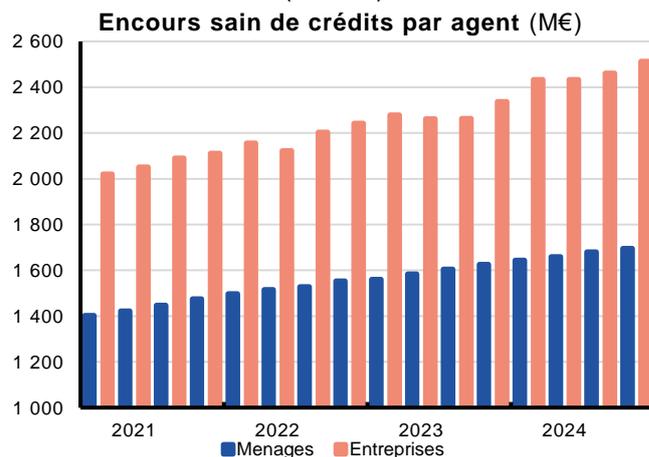
Cette progression est portée par les placements liquides à court terme (+3,0 %). Les dépôts à vue, représentant plus de la moitié du total des dépôts, voient également leurs encours augmenter de 1,8 %, tandis que les placements à long terme sont stables.

Les différents agents économiques présentent des dynamiques d'épargne hétérogènes sur le trimestre. Les encours des dépôts des ménages stagnent (-0,1 %), tandis que ceux des sociétés progressent de 3,1 %. Les dépôts des administrations publiques et autres agents progressent sensiblement (+10,0 %), mais leur poids reste faible par rapport aux encours totaux (9,2 %).

Le financement de l'économie est dynamique en fin d'année 2024

L'encours sain total de crédits progresse de 1,8 % au dernier trimestre 2024, soit une progression légèrement supérieure à celle du 3^e trimestre (+1,3 %). Cette hausse est portée par les crédits d'investissement, qui poursuivent leur hausse : +3,9 % après +2,0 % au trimestre précédent. Les crédits immobiliers,

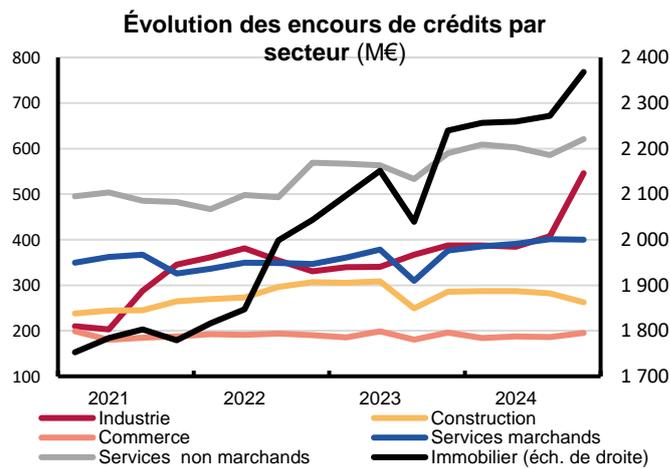
représentant plus de la moitié des encours sains, restent stables sur le trimestre (+0,3 %).



Source : IEDOM-BDF, collectes SURFI et RUBA © IEDOM-IEOM

Le financement de la plupart des agents économiques progresse au 4^e trimestre. La croissance des crédits aux entreprises s'accélère (+2,1 % après +1,1 % au 3^e trimestre), celle des ménages perd de l'élan (+0,9 % après +1,2 %), en lien avec un ralentissement des crédits à la consommation (+1,5 % après +2,6 % au trimestre précédent).

Des encours en hausse à l'échelle sectorielle²



Source : IEDOM-BDF, collecte SCR. © IEDOM-IEOM

¹ Données issues des déclarations RUBA (Reporting Unifié Banques et Assimilés), remplaçant SURFI (Système Unifié de Reporting Financier) depuis janvier 2022. Ce changement méthodologique impacte les données diffusées par l'IEDOM, avec notamment une augmentation du nombre d'établissements déclarants. L'analyse s'appuie sur un échantillon composé d'EBIL et EBNIL qui exclut les nouveaux déclarants afin d'éviter des effets de structure.

² Données du Service Central des Risques (SCR) de la Banque de France sont mobilisées, comptabilisant les octrois de crédits supérieurs à 25 000 € accordés par les établissements bancaires (implantés ou non localement) aux entreprises, associations et collectivités dont le siège se situe en Guyane.

La majeure partie des grands secteurs voient leurs encours de crédits progresser sur trois mois à fin 2024. La hausse est particulièrement dynamique pour le secteur industriel (+34,0 %, après +6,0 % au 3^e trimestre). On observe un rebond pour les services non marchands (+6,0 % après -2,8 %) et le commerce (+4,7 % après -0,6 %). Largement majoritaires (53,4 % du total), les encours de crédits aux activités

immobilières (logement social inclus) progressent de 4,2 % au 4^e trimestre (après +0,6 % au 3^e trimestre).

À contrario, l'encours de crédits du secteur de la construction se contracte (-6,9 %, après -1,8 % au trimestre précédent), en dépit de la bonne orientation de son activité. L'encours des crédits des services marchands se stabilise au 4^e trimestre 2024 (-0,2 % après +2,6 % sur les trois mois précédents).

La conjoncture internationale et régionale

La croissance mondiale est hétérogène et incertaine

Selon les estimations publiées par le FMI en janvier 2025, l'économie mondiale a enregistré une croissance de 3,2 % en 2024. Elle devrait s'élever à 3,3 % en 2025 et se maintenir à ce niveau en 2026, soit un niveau inférieur à sa moyenne historique (3,7 % entre 2000 et 2019). L'inflation globale devrait continuer de ralentir : après avoir atteint 5,7 % en 2024, elle devrait s'établir à 4,2 % en 2025 puis 3,5 % en 2026. Les prix des produits de base énergétiques devraient diminuer de 2,6 % en 2025, grâce au recul des cours du pétrole lié à la faiblesse de la demande chinoise combinée à une offre plus importante.

Ces projections masquent toutefois des disparités importantes selon les régions. Aux États-Unis, la dynamique économique reste vigoureuse : +2,8 % en 2024 (après +2,9 % en 2023). La croissance américaine est portée par une demande intérieure forte grâce au desserrement de sa politique monétaire et de conditions financières favorables. Elle devrait ensuite s'établir à 2,7 % en 2025 puis 2,1 % en 2026. L'inflation devrait quant à elle se maintenir autour de la cible de 2 % en 2025 et 2026.

Dans les autres pays, les perspectives à court terme risquent d'être révisées à la baisse en raison de fortes incertitudes (notamment l'intensification des mesures protectionnistes et conflits au Moyen-Orient et en Ukraine).

Dans la zone euro, la croissance reste morose, le PIB enregistrant une hausse de 0,8 % en 2024 après une croissance faible de +0,4 % en 2023. Cette situation diverge selon les pays européens, le PIB allemand se contractant de nouveau (-0,2 % après -0,3 %) tandis qu'en Espagne, la croissance est plus vigoureuse (+3,1 % après +2,7 %). Les tensions géopolitiques continuent d'impacter le moral des agents économiques européens tandis que l'incertitude pèse sur les perspectives de croissance dans la zone (+1,0 % en 2025). Elle devrait toutefois s'accélérer en 2026 (+1,4 %), portée par la hausse de la demande intérieure grâce à l'amélioration de la confiance et de l'assouplissement des conditions de financement.

En France, la croissance du PIB reste stable en 2024 (+1,1 %). La consommation des ménages progresse au même rythme (+0,9 %) tandis que l'investissement recule (-1,5 %, après +0,7 % en 2023), notamment dans la construction et les produits manufacturés. Le commerce extérieur contribue de nouveau positivement à la variation du PIB malgré le ralentissement des exportations grâce au recul des importations (-1,1 %). À fin décembre 2024, l'inflation s'élève à 1,3 %. Le FMI prévoit un ralentissement de la croissance en 2025 (+0,8 %) puis une accélération modeste en 2026 (+1,1 %).

Au Japon, l'économie recule (-0,2 %) en 2024 en raison de la contraction de la production et d'un effet de base, les facteurs ayant stimulé l'économie en 2023 (notamment le regain du tourisme) s'étant estompé. Selon les estimations du FMI, l'activité économique devrait se redresser en 2025 (+1,1 %) et ralentir en 2026 (+0,8 %).

Enfin, la croissance dans les pays émergents et en développement (+4,2 % en 2024) devrait se maintenir jusqu'à 2026. En Chine, la croissance (+4,7 % en 2024) est inférieure à celle de 2023 (+5,2 %) en raison du ralentissement de la consommation, dans un contexte de confiance en berne, d'incertitudes entourant les politiques commerciales et de contraction du marché immobilier. Elle devrait rester stable en 2025 et 2026.

Une croissance révisée à la hausse et des projections contrastées en Amérique latine et les Caraïbes

Le *World Economic Outlook* de janvier 2025 publié par le FMI estime à +2,4 % la croissance de l'Amérique latine et des Caraïbes en 2024 (contre +2,1 % d'après les prévisions d'octobre 2024). Le FMI prévoit une croissance de +2,5 % en 2025 malgré un ralentissement attendu dans les grandes économies de la région. En effet, les projections de croissance en 2025 pour le Brésil et le Mexique sont respectivement de +2,2 % et +1,4 % après une estimation de 3,7 % et 1,8 % en 2024. À contrario, pour l'Argentine, la croissance estimée est de -2,8 % en 2024, mais les projections à 2025 sont favorables (+5,0 %). En 2026, la croissance de la région devrait être de +2,7 %.

Selon le *Regional Economic Outlook* d'octobre 2024, dans le plateau des Guyanes, le Suriname maintient une trajectoire de croissance stable, avec des prévisions de +3 % en 2024 et 2025, tandis que le Guyana continue de bénéficier de son essor pétrolier, avec des perspectives de croissance de +43,8 % en 2024 et +14,4 % en 2025.

Pour la plupart des pays d'Amérique latine et des Caraïbes, l'inflation décélère. Cependant, elle demeure un défi majeur pour la région. Pour rappel, les prévisions d'octobre 2024 du FMI estimaient à +16,8 % l'inflation moyenne d'Amérique du Sud en 2024, principalement portée par les situations économiques volatiles en Argentine et au Venezuela. Celle-ci serait ramenée à +8,5 % en 2025. L'estimation pour l'Amérique centrale était de +2,6 % en 2024, avec une projection de +3,5 % en 2025. Les Caraïbes présenteraient quant à elles une inflation de +6,9 % en 2024, qui diminuerait à +6,2 % l'année suivante.

Par ailleurs, la région fait face à des défis environnementaux et économiques importants tels que des inondations en ce début d'année au Brésil. Une étude publiée par la CEPALC (Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes) en janvier 2025 explore les politiques économiques environnementales dans la région et particulièrement la tarification carbone. Cette étude révèle notamment que les prix du carbone appliqués dans la zone, lorsque la tarification existe, sont en dessous d'un niveau de prix conforme aux recommandations du GIEC pour atteindre les objectifs de l'Accord de Paris.

Sources : FMI, Insee, Banque de France, ECLAC.

Les données de cette étude sont désaisonnalisées, sauf celles relatives aux évolutions des encours bancaires et sauf indications contraires.

Toutes les publications de l'iedom sont accessibles et téléchargeables gratuitement sur le site www.iedom.fr

Directeur de la publication : E. ELBEZ ■ Responsable de la rédaction : D. LAURET

Rédaction : S. CALVO CANO - A. COURAGIER ■ Éditeur : IEDOM